

BÉCHAR, BENI ABBES, GHARDAÏA,
IN SALAH, NAÂMA, ILLIZI
ET TAMANRASSET...

INONDATIONS MEURTRIÈRES AU SUD DU PAYS

Page 3

ISSN : 1112-7449

MIDI



L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 5096 | Lundi 9 septembre 2024 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com



AVEC UN RÉSULTAT PRÉLIMINAIRE DE 94,56%

ABDELMADJID TEBBOUNE RÉÉLU POUR UN SECOND MANDAT

Page 3

ELECTION PRÉSIDENTIELLE 2024
Le jour d'après

L'élection présidentielle de 2024 s'est déroulée dans le calme et la sérénité. Loin des échauffourées et des dérives verbales d'antan, le dernier scrutin a enregistré un taux de participation plus élevé que celui de 2019, soit 48,03%. Un taux qui reconforte les autorités en écartant tout le spectre du boycott et de l'abstention. Une nouvelle ère s'ouvre désormais pour une consécration de la stabilité politique et institutionnelle à laquelle la classe politique et les candidats ont appelé.

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

En attendant la confirmation des résultats dans 48 à 72 heures, le président de l'ANIE Mohamed Charfi a confié tard dans la soirée d'hier aux médias que « le taux de participation au niveau national est de 48,03% et à l'étranger, il était de 19,57% ».

Ce qui signifie en gros que près de la moitié des électeurs, soit 11 millions de personnes ont accompli leur devoir électoral. Si l'on juge par ces résultats partiels, cela confirme que ce taux de participation est significatif au point où les craintes se sont dissipées à partir de 20 heures suite à la fermeture des centres de vote.

Les commentaires sur un faible taux de participation n'ont pas épargné les réseaux sociaux et certains intervenants dans la toile qui supputaient des résultats à l'avance. Toutefois et face à l'enjeu de cette élection, le mode opératoire a complètement changé. Comme l'a remarqué un économiste bien en vue « on est loin des scores brejnéviens d'antan où l'on annonçait 80 à 90% de taux de participation ».

Les autorités et les organisateurs de cette élection ont veillé au grain pour éviter tout dépassement ou bourrage des urnes dont les habitudes étaient ancrées il y a quelques années. Cela ne veut pas dire qu'une élection est à 100% transparente. Mais les faits sont têtus. On n'oblige pas



un citoyen à se précipiter au centre de vote et aucun candidat ne doit utiliser des moyens de « chantage » de « pression » ou de lobbying pour faire valoir sa victoire aux urnes.

La stabilité est le maître mot

Les algériens ne tiennent plus aux crises politiques et dissensions entre factions rivales pour l'accès au pouvoir. La dernière élection confirme cette règle et revendication populaire où la stabilité sur tous les fronts est garante de plan de développement et émancipation sociale. Le paysage politique tend maintenant à se normaliser après des années où l'insulte, l'invective et l'étalage public de la vie des hommes politiques étaient légion. Aujourd'hui, c'est la force d'un programme et d'arguments qu'un candidat à une élection doit faire valoir.

Les attentes sont nombreuses face aux multiples problèmes d'ordre social et économique qui constituent aujourd'hui la priorité pour celui qui aura accès à la magistrature suprême. Les observateurs s'accordent à relever que le discours des candi-

dates a complètement mué vers plus de sérénité en exposant pour chacun sa vision et son programme.

Le plus important est la moralité politique qui était le parent pauvre de la classe politique mue uniquement par des intérêts partisans et des cercles fermés où les complots et conspirations étaient de réputation. Aujourd'hui, les données se sont inversées en faveur d'un processus où le changement des mœurs politiques est exigé par la société civile.

Messages à l'international

Désormais une guerre via le numérique est déclarée à ceux qui ont suspecté l'effondrement institutionnel en Algérie. L'élection du 7 septembre a démontré que la démocratie participative est activée. Les citoyens électeurs ont désormais le choix d'élire le futur président sans recourir à des moyens de violence ou une guerre civile. Des commentateurs connus pour leur parti pris ont misé via les réseaux sociaux à parler d'une « élection gagnée d'avance » en mettant en relief « les garanties offertes pour un 2e mandat » pour un candidat

potentiel. Des supputations qui mettent à mal leurs analyses tirées par des « lectures cartomanciennes » mal inspirées. Le fait est là. Pas de vote avec incidents et dérives comme on a l'accoutumée de voir cette triste réalité dans les « pays en transition ». A l'international, le premier message est celui d'un pays qui n'a pas besoin d'une quelconque transition sous le regard bienveillant de certaines puissances qui mettent leurs agendas pour des intérêts de domination ou d'hégémonie.

La diplomatie algérienne qui a effectué depuis quelques mois un retour fracassant sur la scène internationale a convaincu les pays tiers que « l'Algérie est souveraine dans ces choix politiques ou économiques » et n'a pas besoin d'une tutelle qui décide de sa destinée sur ce plan.

L'autre message consiste à dire que « nul pays ou groupe n'a le droit de s'ingérer dans les affaires internes d'un pays » qui organise une élection selon les normes dictées par le respect du droit et de la jurisprudence. C'est une affaire qui concerne la souveraineté et l'intégrité d'un pays.

F. A.

L'Algérie victorieuse !

PAR IDIR AMMOUR

En attendant l'annonce officielle de l'heureux élu, la mémoire collective algérienne retiendra de cette date comme étant un moment magique, certes, mais un moment qui a contribué de manière décisive à boucler toutes les gueules de la force du mal.

Il vient donc comme un grand salut tel un sursaut historique qui « appartient à tout le peuple algérien », pour une Algérie démocratique, forte et moderne.

Vu le calme et la sérénité dans lesquelles se sont déroulées ces élections, les différents acteurs politiques et sociaux soulignent que ces élections représentent une référence d'union et de fraternité entre les Algériens notamment entre le peuple et ses institutions dans le cadre de l'édifica-

tion d'une Algérie forte et démocratique. Aujourd'hui, force est d'admettre qu'elles inspirent même les Nations éprises de changement pacifique, faisant des « jaloux » aussi.

Un chapitre qui restera, à jamais, gravé en lettres d'Or dans l'histoire de l'Algérie. Et cela pour plusieurs raisons.

D'abord, les Algériens se sont réconciliés avec la politique après une traversée du désert. Il y a une réappropriation de facto de l'espace public.

Enfin, ces élections ont dénué tous ceux qui veulent du mal à notre pays, elles ont révélé l'incapacité pour ces derniers d'arriver à leur fin.

En effet, l'opération de vote s'est déroulée dans la sérénité et le calme. Les électeurs ont pu accomplir leur devoir électoral sous l'œil vigilant des 500.000 agents mobil-

isés, affairés tout au long de la journée à faciliter le déroulement de l'opération. Aucun cas de dépassement n'a été signalé. Cette réussite n'est pas pour surprendre. Et force est de souligner que l'engagement pris a été honoré d'une manière remarquable.

Un constat qui prouve, si besoin est, que le défi que l'État s'est fixé par la mise en place de cette instance indépendante et qui s'est substituée à l'administration, en vue d'assurer la liberté de choix des citoyens, a été relevé.

En effet, il est nécessaire de rappeler que l'Algérie a déployé des efforts pour améliorer le processus électoral et éviter tout soupçon de fraude qui l'aurait entaché, portant atteinte à sa crédibilité et partant à celle de la légitimité du candidat élu. Aujourd'hui, quoi que diront ses

détracteurs, l'Algérie a franchi des étapes considérables sur la voie de la démocratisation des pratiques, et celle de l'organisation d'élections en est une, qu'il sera impossible de nier.

Et c'est cette voie de la consolidation et la promotion du processus démocratique que le futur président est tenu de suivre.

Sans prétention aucune, et avec un esprit sportif, le président de la République a déclaré après avoir accompli son devoir électoral, espérer « que le vainqueur de ce scrutin poursuivra le parcours décisif pour l'État algérien et pour le peuple algérien, afin d'atteindre le point de non-retour dans le développement économique et la construction d'une véritable démocratie, une démocratie des droits du citoyen et non une démocratie de slogans ».

I. A.

AVEC UN RÉSULTAT PRÉLIMINAIRE DE 94,56%

Abdelmadjid Tebboune réélu pour un second mandat

Abdelmadjid Tebboune réélu avec 94,65 % pour un second mandat, selon les résultats préliminaires donnés hier à Alger par l'ANIE.

PAR LAKHDARI BRAHIM

Les résultats tant attendus de l'élection présidentielle du 7 septembre en Algérie ont été proclamés, confirmant la réélection du président sortant pour un nouveau mandat, avec un taux préliminaire de participation au niveau national de 48,46 %.

Abdelmadjid Tebboune remporte l'élection présidentielle avec un score de 5.329.253 de voix, soit 94,65% des suffrages contre 1.787.97 voix (3,17%) pour Abdelaali Hassani Cherif candidat du mouvement de la société pour la paix (MSP) et 1.221,46 voix (2,16%) pour Youcef Aouchiche du Front des forces socialistes (FFS). C'est ce qu'a annoncé, hier, le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Dr Mohamed Charfi qui a annoncé les résultats préliminaires des élections présidentielles de 2024 à partir du siège de l'organisation sis au Palais des Nations.

Les PV des résultats des wilayas transférés à la Cour constitutionnelle

Les résultats préliminaires de l'élection pour la présidentielle annoncés, hier, par l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) sont transférés à la Cour constitutionnelle qui a « le contrôle des opérations électorales », et ce en application de l'amendement constitutionnel du 1er novembre 2020.

La Cour constitutionnelle annoncera en effet, les résultats définitifs, après examens des recours qu'elle reçoit, conformément aux dispositions de l'article 191 de la Constitution.

Ainsi, après centralisation des résultats par



les commissions de wilaya, les procès-verbaux sont déposés au niveau de la Cour constitutionnelle, au plus tard dans les 72 heures qui suivent la clôture du scrutin.

Elle reçoit également les procès-verbaux de centralisation de la commission électorale des résidents à l'étranger, au plus tard dans les 96 heures qui suivent la clôture du scrutin. La Cour constitutionnelle peut demander de lui fournir des documents électifs particuliers, comme les procès-verbaux de recensement communal des voix, procès-verbaux de dépouillement, les bulletins annulés ou contestés ainsi que les procurations de vote.

En cas de contestation des résultats préliminaires du scrutin, les recours doivent être formulés dans un délai de 48 heures qui suivent la proclamation des résultats préliminaires auprès du greffe de la Cour constitutionnelle », explique-t-on.

Un taux de participation préliminaire de 48,03% au niveau national à 20h

Le taux de participation préliminaire à l'élection présidentielle est de 48,03% au

niveau national et de 19,57% pour la communauté nationale établie à l'étranger à la clôture des bureaux de vote à 20:00, a annoncé le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi.

Le taux de participation était de 26,46% au niveau national et de 18,31% au sein de la communauté nationale à l'étranger à 17h00.

S'exprimant à cette occasion, M. Charfi a indiqué que « l'opération est toujours en cours à l'étranger », ajoutant que « les données pourraient changer ».

Par ailleurs, il a expliqué que le retard accusé dans l'annonce du taux de participation se justifiait par la non-réception des informations relatives au scrutin dans les wilayas de Tamanrasset et Béchar à cause des inondations ayant touché ces wilayas, précisant que « les données partielles seront annoncées après la réception des PV des wilayas, dès dimanche à l'aube, alors que les résultats provisoires seront annoncés avant de transmettre le dossier à la Cour constitutionnelle ».

L. B.

Le MSP proteste contre « des pratiques administratives inacceptables de l'ANIE »

Le Mouvement de la Société pour la paix (MSP) a déclaré avoir constaté des « pratiques administratives inacceptables de la part de l'Autorité nationale indépendante des élections », durant la phase de collecte des signatures, lors de la campagne électorale ainsi qu'hier pendant le vote.

Le MSP a considéré, dans son communiqué signé ce dimanche 8 septembre par Ahmed Saddouk, directeur de la campagne du candidat Hassani Cherif Abdelaali, que le mouvement a su « surmonter ces obstacles en soumettant des protestations écrites à l'Autorité nationale ». La même source d'information affirme que l'ANIE « n'a pas réussi à gérer les chiffres, en annonçant tar-

divement le taux de participation après minuit, alors que le vote s'était terminé à 20 heures. Il a relevé que les résultats livrés sont partiels puisque le nombre de votants à l'échelle nationale et par wilaya n'a pas été donné. Aucune précision sur les suffrages exprimés, a signalé le MSP. Le parti a également déploré « le retour malheureux à de vieilles pratiques qui auraient pu être évitées », parmi lesquelles « la pression exercée sur certains encadreurs des bureaux de vote pour gonfler les résultats », « la non-remise des procès-verbaux de dépouillement aux représentants des candidats », et « le vote collectif par procuration. »

R. N.

Messieurs les Français, l'Algérie n'est pas votre protectorat

C'est devenu un rituel, voire une constante de la presse française, lorsqu'il s'agit de l'Algérie.

Elle se transforme en chorale médiatique anti-algérienne avec des sopranos telle que la chaîne poubelle France 24, et c'est l'éternel problème du chameau qui ne voit pas ses deux bosses et ne voit que celle du dromadaire. Un seul mot d'ordre, noircir le tableau, en adoptant un ton alarmiste, empreint de contre-vérités.

Cette chorale jette honteusement l'anathème sur toutes les transformations que connaît l'Algérie depuis l'élection du Président Tebboune à la magistrature suprême, au moment où la France vit une des pages les plus noires de l'histoire de la cinquième République. Messieurs de la chorale médiatique française anti-algérienne, l'Algérie est un grand pays de liberté, stable et prospère.

Le pays est sur la voie de l'émergence, très loin de la colonie de misère dont vous avez été chassés. Pour preuve, les bons points délivrés par toutes les instances internationales, à l'instar de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Que cette chorale fasse l'effort de reconnaître que l'Algérie est beaucoup mieux lotie que la France. Oui, parlons-en ! L'Algérie des années 2020 est un pays doté d'institutions légitimes et stables au moment où la France est devenue un pays ingouvernable. L'Algérie est un pays qui n'a pas un centime de dette au même moment où la France, avec plus de 3000 milliards de dettes, figure dans le top 5 des pays les plus endettés en Europe.

Le monde entier parle de l'Algérie et de ses grandes avancées, dans tous les domaines, alors que la France est devenue la risée du monde. Cette chorale médiatique française qui a toujours fait preuve de cécité lorsque l'Algérie est citée en exemple partout, doit se rendre à l'évidence une bonne fois pour toute, qu'on ne domestique pas un grand pays comme l'Algérie et un peuple aussi héroïque et fier comme le peuple algérien. Un conseil à cette chorale, regardez plutôt du côté de vos protectorats, car l'Algérie n'en est pas un et elle ne le sera jamais, c'est le serment fait aux martyrs de la Guerre de libération nationale.

APS

Lamine Osmani : « Nous avons participé avec force à la présidentielle »

Le président de Sawt Echaab, Lamine Osmani a animé, ce dimanche, une conférence de presse, au cours de laquelle il a évalué le l'élection présidentielle. Il a affirmé que le scrutin s'est déroulé dans de bonnes conditions. Il a soutenu que la participation est appréciable. Mais qu'il faudrait attendre les résultats consolidés par la Cour constitutionnelle.

Lamine Osmani a estimé que le président Tebboune gagnera un second mandat, car il a présenté un projet qui complète les accomplissements du premier quinquennat.

Il a souligné, par ailleurs, que son parti a soutenu la candidature du président Tebboune par conviction et qu'il a participé fortement à la campagne électorale, mobilisant ses partisans et militants et les électeurs. Il a assuré que la formation politique a renforcé son ancrage politique.

R. N.

RÉSULTAT PRÉLIMINAIRE DE LA PRÉSIDENTIELLE

La réaction des partis politiques

Ces partis estiment que cette élection a été « tout simplement exceptionnelle et remarquable », tout en qualifiant le taux de participation de « très appréciable ».

PAR CHAHINE ASTOUATI

La présidente du parti Tajamoue Amel El Djazaïr (TAJ), Fatima Zohra Zerouati, a soutenu que le peuple algérien, toutes catégories confondues, était conscient de la situation interne et externe de son pays. Elle a ajouté que les Algériens sont très optimistes quant à l'après-présidentielle. Ce qui met la classe politique devant une grande responsabilité pour l'encadrement de la base. Elle a relevé que la participation « est appréciable » comparée à celle de 2019, d'autant que « le scrutin a coïncidé avec la période des grandes vacances », a-t-elle fait remarquer. Ce qui est important à noter, à ses dires, est le vote dans la sérénité dans les wilayas de Tizi-Ouzou, Bejaïa et Bouira.

La responsable de TAJ a affirmé que le président élu sera engagé sur des dossiers socioéconomiques, « surtout que les chiffres ont dominé la campagne. L'aspect économique sera en tête de la feuille de route du Président élu », a-t-elle souligné. Le vice-président du Front El Moustakbal, Hadj Belghouti, a mis en avant les bonnes conditions de déroulement de l'élection présidentielle.

Il a relevé que l'engagement et la détermination des trois postulants y sont pour quelque chose. Il a expliqué que les trois



candidats ont été à la hauteur de l'événement en adoptant un discours de haute facture et très convaincant. Il a relevé que la campagne électorale s'est déroulée dans la sérénité. Il aussi fait remarquer que le scrutin n'a pas été entaché de fait grave ou d'incident majeur.

Le responsable du Front El Moustakbal a soutenu que cette élection annonce les prémices d'un début d'une nouvelle ère en matière d'exercice de la démocratie et de la pratique politique dans l'Algérie nouvelle.

Selon lui, les programmes électoraux ont été présentés et défendus, loin des anciennes pratiques.

Selon lui, l'élection a été « tout simplement exceptionnelle ». Il a également indiqué que la participation en force des jeunes est une preuve la prise de conscience de ces derniers.

Mais « cela n'est pas venu de nulle part. C'est la résultat de la politique du Président sortant et des mesures prises en faveur des jeunes, notamment l'instaura-

tion de l'allocation chômage et l'élargissement de la place des jeunes au sein des institutions, pour ne citer que celles-ci », a-t-il argué, soutenant que la jeune est la plus durable des richesses.

Même s'il évite de se prononcer sur les résultats, il a prédit une victoire du Président sortant vu sa popularité constatée « lors des meetings que nous avons organisés durant la campagne électorale », a-t-il dit

C. A.

La presse nationale aux rendez-vous

PAR RACIM NIDHAL

La presse nationale paraissant dimanche, a salué la mobilisation des électeurs pour la réussite de l'élection présidentielle du 7 septembre et dont les titres ont mis en avant le taux de participation atteignant 48,03%.

Sous le titre « Parole aux urnes », notre quotidien Midi Libre a mis en avant le pouvoir donné au peuple algérien à travers

le suffrage universel pour élire leur Président. Les journalistes de la rédaction qui étaient sur le terrain ont dépeint l'ambiance électorale dans différents bureaux de vote et dans les quartiers généraux des candidats à travers des reportages abondamment illustrés par des images parlantes.

Sous le titre : « Les Algériens au rendez-vous », le quotidien Horizons écrit que « le taux de participation a atteint 48,03% à l'élection présidentielle », tout en revenant

sur les déclarations des trois candidats dont le point commun consiste à aspirer à un avenir meilleur pour l'Algérie.

Le même journal a noté dans un commentaire que « l'engagement a été tenu », tout en affirmant que ce même « engagement a été honoré de manière remarquable ».

Dans le même contexte, le quotidien «Echaab» titre à la Une « L'Algérie toujours triomphante », en revenant sur le taux de participation de 48,03% annoncé, par le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi.

Sous le titre « Les Algériens étaient au rendez-vous », le quotidien Alger16, affirme, dans un reportage, que « le 7 septembre 2024 restera dans les annales de l'histoire politique de l'Algérie comme une journée de mobilisation sans précédent ».

Le quotidien El Moudjahid titre, pour sa part, à sa Une « La démonstration citoyenne » et écrit que « Malgré la canicule et les vacances, les Algériens se sont rendus aux urnes ».

« La citoyenneté a triomphé » El Moudjahid n'a pas omis de saluer, à cette occasion, la mobilisation importante de la Diaspora algérienne « qui a voté dans une ambiance festive et patriotique ».

La Voie d'Algérie, écrit, pour sa part, que « L'appel de la patrie a été entendu », affirmant que le scrutin « s'est déroulé dans le calme et la sérénité ».

Le Soir d'Algérie a considéré, de son côté,

que « la citoyenneté a triomphé » tout en saluant une « participation appréciable et un vote sans incidents ».

Sous le titre « les Algériens votent dans le calme et la sérénité », le journal « El Watan » a salué également la bonne organisation dans les centres et dans les bureaux de vote ainsi que la mobilisation des électeurs.

Le vote s'est déroulé dans le calme et la sérénité

Le quotidien « El Khabar », a salué également, la mobilisation générale pour sécuriser l'opération de vote tout en revenant aux chiffres fournis par l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE).

Le journal « Echorouk El Youmi » a commenté, de son côté l'événement électoral dans un article intitulé, « La première victoire », affirmant que « Peu importe qui remporte l'élection présidentielle, les Algériens l'ont vécue samedi. Quel que soit le programme de développement présenté par l'heureux candidat, choisi par les électeurs, la première victoire remportée a été le calme qui a caractérisé ce scrutin ».

Pour « L'Echo d'Algérie », « le scrutin s'est déroulé dans de bonnes conditions d'organisation ». Le même journal reprend aussi les déclarations des trois candidats qui ont souligné dans l'ensemble l'importance cruciale de ce scrutin pour l'avenir du pays.

R. N.



BÉCHAR, BENI ABBES, GHARDAÏA, IN SALAH, NAÂMA, ILLIZI ET TAMANRASSET...

Inondations meurtrières au Sud du pays



Ces derniers jours, des pluies torrentielles s'abattent sur le sud de l'Algérie, provoquant des inondations importantes et des crues d'oueds dans plusieurs wilayas, dont Béchar, Beni Abbes, Ghardaïa, In Salah, Naâma, Illizi et Tamanrasset.

PAR RANIA NAILI

Bien que ces pluies abondantes soient bénéfiques et permettront le remplissage des barrages dans les wilayas qui en disposent comme Béchar, la régénération des nappes et des lacs, mais aussi à l'herbe de pousser un peu partout dans le Sahara algérien.

Ces régions, généralement arides, sont particulièrement vulnérables à de telles précipitations soudaines, car leurs systèmes de drainage sont souvent insuffisants pour gérer des volumes d'eau aussi importants.

Ainsi, les équipes de la Protection civile ont effectué de nombreuses interventions pour secourir plusieurs personnes encerclées par les eaux et pour pomper l'eau dans divers quartiers des localités touchées par ces intempéries.

Décès d'une personne emportée par les eaux à Tamanrasset

Suite aux inondations qui ont frappé Tamanrasset, la Protection civile a annoncé, ce dimanche, le décès d'une personne âgée de 62 ans, emportée par les eaux alors qu'elle tentait de traverser un oued en voiture, dans la région d'Ifak, oued Toufdat, dans la commune de Tamanrasset. Son corps a été retrouvé ce matin, vers 06h53, tandis que les recherches avaient débuté samedi soir à 19h41.

La Protection civile a également lancé, à 11h04, des recherches pour retrouver une personne emportée par les eaux de l'oued In Amguel, dans la commune d'In

Amguel, daïra de Tamanrasset. L'opération est toujours en cours.

Des renforts de la Protection civile en route vers Béchar

Des renforts en moyens humains et logistiques de la Protection civile (PC), dont des équipes de plongeurs, sont en route vers la wilaya de Béchar pour contribuer aux opérations de secours et d'intervention suite aux inondations ayant affecté la région, a appris ce dimanche, l'APS auprès de la direction de wilaya de la PC. Ces renforts, issus des wilayas d'Oran, Ain-Temouchent, Mascara, Chlef, Relizane, Tlemcen et Ghardaïa, vont contribuer aux opérations de secours et d'intervention dans la wilaya, confrontée à des pluies torrentielles et inondations depuis samedi après midi, a indiqué le chargé de la communication à la direction de wilaya de la PC, le sous-lieutenant Abou Bakr Baali.

Depuis le début des chutes de pluies torrentielles sur la région, les services de la PC ont effectué de nombreuses opérations de secours et d'intervention, notamment pour évacuer des personnes encerclées par les eaux de crue d'oueds, a-t-il ajouté.

La crue de Oued Bechar, qui traverse en long la ville éponyme, a causé la destruction partielle de l'un des quatre ponts enjambant le cours d'eau, tandis que les trois autres ont été submergés par les eaux de crue, rendant impossible la circulation des personnes et des véhicules entre les parties Est et Ouest de la ville, a-t-on constaté.

Une dizaine d'oueds et autres cours sont en crue dans plusieurs communes de la wilaya, perturbant le trafic routier sur plusieurs tronçons des RN-6 et RN-110 et dans d'autres routes de wilayas, selon les services de la wilaya.

R. N.

4^e ÉDITION DE L'IATF

Plus de 2 000 exposants attendus à Alger

Plus de 2.000 exposants, dont des entreprises du continent africain et du monde entier, présenteront leurs produits et services lors de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), prévue du 4 au 10 septembre 2025 à Alger, selon un communiqué de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), organisatrice de l'événement.

Sous le thème « Passerelle vers de nouvelles opportunités », l'IATF2025 accueillera plus de 35.000 visiteurs de plus de 140 pays du monde entier, selon le communiqué, qui prévoit plus de 44 milliards de dollars américains d'accords commerciaux et d'investissements pendant la semaine de la foire.

L'IATF 2025 sera marquée par la présence de chefs d'Etat et de gouvernement, des ministres du commerce, des

finances, de la culture et d'autres ministères ainsi que des dirigeants d'industrie, assure la même source.

Les principales activités prévues pour l'IATF2025 comprennent notamment une exposition commerciale, un forum sur le commerce et l'investissement de quatre jours avec des intervenants africains et internationaux, ainsi qu'un salon sur l'industrie automobile africaine, indique le communiqué. Des Journées spéciales seront consacrées aux pays ainsi qu'à des entités publiques et privées pour présenter les opportunités commerciales et d'investissement, selon Afreximbank soulignant que des attractions touristiques et culturelles sont aussi prévues dans le programme de l'événement qui comprend une Journée dédiée à la diaspora afin de mettre en avant les liens commerciaux et culturels entre

PROJET BALADNA

Cherfa rencontre un représentant de la société qatarie

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, et le conseiller du Conseil d'administration de la société qatarie Baladna, Ali Al-Ali, ont eu, dimanche, une rencontre consacrée aux préparatifs en prévision de la réception des équipements du projet algéro-qatari de production de lait en poudre.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la préparation du calendrier pour la réception des équipements et du matériel du projet intégré de production de lait en poudre, fruit d'un partenariat entre la société qatarie Baladna et le Fonds national d'investissement (FNI), a précisé un communiqué du ministère.

Les travaux de réalisation de la première phase de ce mégaprojet, d'une valeur de plus de 3,5 milliards USD et s'étendant sur une superficie de 117.000 hectares, ont été lancés, mardi dernier, dans la commune de Timekten, dans la daïra d'Aoulef (wilaya d'Adrar).

OUM EL BOUAGHI

Saisie de près de quatre kilos de cocaïne

Les éléments de la brigade de lutte contre le trafic de drogue, relevant de la Sûreté de wilaya d'Oum El Bouaghi, ont arrêté une personne et saisi une quantité importante de drogue dure (cocaïne) estimée à 3,70 kg. L'affaire a été déclenchée suite à des informations recueillies par les agents de la brigade, indiquant que deux individus stockaient de la drogue dans une maison située à Ain Fekroun. La perquisition dudit domicile à Ain Fekroun a permis la découverte de la marchandise prohibée. Le suspect, âgé de 37 ans, a été présenté devant la juridiction compétente. Le second suspect est en état de fuite.

R. N.

R. N.

MIDI

ÉCONOMIE

Pages 8 - 9 et 10

POUR UN DÉVELOPPEMENT ÉQUILIBRÉ ET SOLIDAIRE, UNE VÉRITABLE DÉCENTRALISATION AUTOUR DE TECHNOPOLES ET DE GRANDS PÔLES RÉGIONAUX

Propositions aux candidats à l'élection présidentielle

Depuis plusieurs décennies (voir nos contributions 1974/2024), j'ai appelé les pouvoirs publics à la préparation de propositions viables et modernes afin de donner de plus larges prérogatives aux élus, ce qui pose la problématique de la décentralisation autour de six à sept grands pôles régionaux, les nouvelles technologies permettant d'économiser la création de nouvelles structures bureaucratiques, et ce afin de favoriser le développement et une société participative.



LA MAÎTRISE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES, UN IMPÉRATIF STRATÉGIQUE POUR LA SÉCURITÉ MONDIALE ET NATIONALE

Les leçons de la panne informatique au niveau mondial

POUR UN DÉVELOPPEMENT ÉQUILIBRÉ ET SOLIDAIRE, UNE VÉRITABLE DÉCENTRALISATION AUTOUR DE TECHNOPOLES ET DE GRANDS PÔLES RÉGIONAUX

Propositions aux candidats à l'élection présidentielle

Depuis plusieurs décennies (voir nos contributions 1974/2024), j'ai appelé les pouvoirs publics à la préparation de propositions viables et modernes afin de donner de plus larges prérogatives aux élus, ce qui pose la problématique de la décentralisation autour de six à sept grands pôles régionaux, les nouvelles technologies permettant d'économiser la création de nouvelles structures bureaucratiques, et ce afin de favoriser le développement et une société participative.

PAR ABDERRAHMANE
MEBTOUL

Algérie s'étend sur 2.380.000 km² dont 2.100.000 km² d'espace saharien, partageant des frontières terrestres avec ses 7 pays voisins : la Libye, le Mali, la Mauritanie, le Maroc, le Niger, la Tunisie et le Sahara occidental, pour un total de 6511 km. La densité paraît faible, mais les 9/10e de la population sont concentrés sur les terres du Nord. L'objectif stratégique à l'horizon 2025/2030 est d'éviter que plus de 95% de la population vive sur moins de 10% du territoire et avoir une autre vision de l'aménagement de l'espace.

Il convient de prendre le soin de ne pas confondre l'espace géographique avec l'espace économique qui intègre le temps, l'espace étant conçu comme surface, distance et comme ensemble de lieux. Il y a lieu d'éviter des constructions anarchiques avec le manque d'homogénéisation dans le mode architectural, un taux accéléré d'urbanisation avec des bidonvilles autour des grandes villes, avec le risque de l'extension de nouvelles formes de violence à travers le banditisme et de maux sociaux comme la drogue et la prostitution.

Or, dans bon nombre de wilayas, l'on peut constater des routes, des infrastructures et des ouvrages d'art qui ont coûté à la collectivité nationale plusieurs dizaines de milliards de centimes inutilisables en cas d'intempéries, des routes éventrées à l'intérieur des villes, des ordures qui s'amoncellent à travers des quartiers périphériques, des logements que les citoyens refont, surtout les secondes œuvres avec des VRD non finies, des espaces verts qui font place à du béton, la construction d'unités dangereuses et polluantes près des côtes, des sites touristiques, près des côtes, contenant plusieurs centaines de lits et qui déversent à la mer leurs déchets. Cela témoigne d'actions urgentes dont



la responsabilité ne concerne pas seulement un département ministériel, mais à la fois plusieurs ainsi que les collectivités locales.

Cette situation peut avoir des conséquences très graves, avec la « bidonvillisation » sur le plan sécuritaire qui a un coût, d'où l'importance d'une politique coordonnée d'aménagement du territoire d'où l'importance d'une véritable décentralisation que je définis comme un mode d'organisation de l'Etat qui confère à la région un rôle et un statut économique propre, caractérisé par une autonomie relative mais non indépendante de l'Etat régulateur central pour les grandes orientations stratégiques tant politiques qu'économiques, cette autonomie étant donc encadrée par l'autorité nationale.

Toute décentralisation économique appelle les questions fondamentales suivantes : compétences des régions; règles de composition et de fonctionnement des assemblées et exécutifs régionaux ; ressources des régions ; relations avec le pouvoir central ; modalités de transfert aux pouvoirs régionaux et enfin concertation entre régions.

La mise en place de la décentralisation économique doit avoir pour consé-

quence un meilleur gouvernement réel ressenti comme tel par la population, l'argument de base résidant dans la proximité géographique.

Cela signifie qu'il existe une solution locale aux problèmes locaux et que celle-ci est nécessairement meilleure qu'une solution nationale. La diversité des situations locales impose une diversité de solutions pour s'adapter aux conditions locales spécifiques.

La décentralisation économique suppose une clarté dans l'orientation de la politique socio-économique évitant des tensions et conflits entre le pouvoir local et central et des concurrences entre le centre et la périphérie ce qui permet un nouveau cadre de pouvoir avec des nouveaux acteurs, de nouvelles règles et de nouveaux enjeux avec des nouvelles stratégies élaborées.

La création d'un nouvel espace public devrait favoriser un nouveau contrat social national afin de rendre moins coûteux et plus flexible le service public et générerait une nouvelle opinion publique, voire une nouvelle société civile et l'émergence de théma-

tiques communes, des modes de propositions communs et donc déterminerait

des choix collectifs optimaux. Car une centralisation qui outrance favorise un mode opératoire de gestion autoritaire des affaires publiques, c'est-à-dire une gouvernance qui s'impose par la force et l'autorité loin des besoins réels des populations. Après le tout Etat, l'heure est au partenariat entre les différents acteurs de la vie économique et sociale, à la solidarité, à la recherche de toutes formes de synergie et à l'ingénierie territoriale.

C'est dans ce contexte, que les collectivités locales doivent apparaître comme un élément fédérateur de toutes les initiatives qui participent à l'amélioration du cadre de vie du citoyen, à la valorisation et au marketing d'un espace.

Il y a lieu de penser à un autre mode de gestion, de passer du stade de collectivités locales providences à celui de collectivités locales entreprises et citoyennes responsables de l'aménagement du développement et du marketing de son territoire.

Cette nouvelle organisation institutionnelle, ne sera efficace que sous réserve d'objectifs précis, d'opérer un nécessaire changement qui passe par une approche basée sur une identification claire des missions et responsabi-

lités et une restructuration des fonctions et des services chargés de la conduite de toutes les activités administratives, financières, techniques et économiques.

Il ne s'agira pas d'opposer le rural à l'urbain, les métropoles aux provinces, les grandes villes aux petites mais d'organiser leurs solidarités en favorisant une armature urbaine souple. Cela implique une nouvelle architecture des villes, des sous systèmes de réseaux mieux articulés, plus interdépendants bien que autonomes dans leurs décisions.

L'efficacité des mesures d'aménagement du territoire pour favoriser les activités productives, impliquent la refonte des finances locales et des taxes parafiscales sans laquelle la politique d'aménagement du territoire aurait une portée limitée devant s'appuyer sur le système de péréquation entre les régions pauvres et riches.

L'objectif stratégique à l'horizon 2025/2030 est d'avoir une autre vision de l'aménagement de l'espace afin de rapprocher l'Etat du citoyen pour sa participation à la gestion de la cité, ce qui suppose une profonde réforme de l'Etat et une démocratisation de la société

tenant compte de son anthropologie culturelle. En tant que responsable de la politique économique et animateur-régulateur, l'Etat aura vraisemblablement à se dessaisir des charges d'administration en rapport avec la gestion des territoires des communes, pour permettre à ces dernières d'assumer pleinement leurs missions de managers de leurs espaces respectifs. Les transferts de compétences de l'Etat vers les collectivités territoriales doivent être accompagnés d'un abandon effectif de la mission correspondante par les services de l'Etat et du redéploiement de l'intégralité des agents de l'Etat concernés pour éviter les doublons entre les actions de l'Etat et des collectivités territoriales. C'est pourquoi la fonction de wali – dont le rôle essentiel est l'animation et la coordination des communes – ne doit plus répondre aux critères actuels où l'administratif prime, mais à des hommes managers d'un niveau intellectuel élevé et d'une haute moralité autour de technopoles qui sont de véritables moteurs de croissance pour les pays, si tant est que les décideurs réalisent le bon choix de modèle en fonction du contexte du pays, la réussite impliquant plusieurs actions coordonnées.

- Premièrement, impliquer les acteurs-clés. Pour créer les conditions qui permettront à la fois d'attirer les investissements, de créer de l'emploi et de stimuler les innovations, la métropole doit être assise sur les technopoles. Elle doit être soutenue à la fois par les acteurs publics, notamment dans le domaine des incitations fiscales, des subventions temporaires, du foncier avec toutes les utilités et commodités.

- Deuxièmement, l'efficacité doit reposer sur un modèle opérationnel performant. En matière de gouvernance, la pérennité de la technopole repose sur une autonomie de gestion et une autonomie financière qui lui permettent de dynamiser la recherche de clients entreprises et pour des partenariats avec des entreprises externes.

Pour contribuer durablement à la création d'emplois dans le pays, la technopole doit s'inscrire dans le cadre d'une politique d'innovation nationale définissant les secteurs prioritaires (industrie, énergie, agroalimentaire, services).

- Troisièmement, le modèle de financement et d'exploitation de la technopole doit être construit en y associant plusieurs partenaires dans le cadre d'un par-

tenariat public-privé nécessitant un cadre réglementaire incitatif afin de faciliter le financement des jeunes entreprises.

- Quatrièmement, les technopoles doivent s'insérer dans le cadre de la concurrence internationale. Il s'agit de faire le marketing de l'offre en matière de prestations offertes aux entreprises (centres de conférences, bibliothèque, salles de réunions, helpdesk...).

Comme je l'avais préconisé (voir l'ouvrage collectif pluridisciplinaire regroupant économistes, sociologues, politologues, sous ma direction « Réformes et démocratie » par aux éditions Casbah en 2005), la structure qui me semble la plus appropriée pour créer ce dynamisme, une micro wilayas n'attirant pas des investisseurs potentiels qui ont besoin d'un grand marché, ce sont les chambres de commerce régionales autour de six à sept pôles régionaux qui regroupent six à sept gouverneurs assistés de walis managers, représentant le gouvernement une femme ou un homme politique, regroupant des wilayas relativement homogènes, les représentants de la société civile, les syndicats des élus locaux, les présidents d'APC dont il convient de renforcer

leurs prérogatives, les entreprises publiques/privées, les banques, les centres de formation professionnelle, et les universités/centres de recherche.

L'action de ces grandes chambres de commerce régionales, lieu de concertation mais surtout d'impulsion pour la concrétisation de projets serait quadruple :

premièrement, dynamiser les infrastructures de base et préparer des sites confiés à des agences de promotions immobilières publiques et privées ; deuxièmement, l'avenir appartenant au savoir, mettre à la disposition des sociétés une main-d'œuvre qualifiée grâce à un système de formation performant et évolutif allant des ingénieurs, aux gestionnaires, aux techniciens spécialisés et ce, grâce aux pôles universitaires et des centres de recherche. Par exemple, la chambre de commerce offrira un poste pour 10 candidats en formation, les 90 % non retenus ne constituant pas une perte pour la région. L'apprentissage en dynamique est un capital humain pour de futures sociétés qui s'installent dans la région, une société installée payant des impôts qui couvriront largement les avances en capital de la formation avancée.

Car les sociétés ont besoin de l'accès aux chercheurs, aux laboratoires pour les tests d'expérimentation et l'université a besoin des sociétés comme support financier et surtout d'améliorer la recherche.

Les étudiants vivent ainsi la dialectique entre la théorie et la pratique.

La troisième action est de favoriser des entreprises souples reposant sur la mobilité et les initiatives individuelles et collectives ce que j'appelle des équipes auto-dirigées (voir l'expérience japonaise et sud coréenne) ; la quatrième action, la chambre de commerce intensifier les courants d'échange à travers différentes expériences entre les régions du pays et l'extérieur et l'élaboration de tableaux de prospectifs régionaux, horizon 2025/2030 avec la mise à la disposition des futurs investisseurs de toutes les commodités (voir notre contribution l'expérience du pôle régional de Greenville USA www.google.com - Mebtoul 1995 suite à une longue tournée que j'ai effectuée aux USA).

En conclusion, la pleine réussite de ce processus complexe de la décentralisation, autour de grands pôles régionaux, action éminemment politique implique de poser le rôle de l'Etat et son articulation avec le marché. L'aménagement du territoire plaçant l'homme pensant et créateur au cœur du développement doit réaliser un triple objectif : une société plus équilibrée et plus solidaire, la croissance au service de l'emploi et mettre l'Algérie au cœur du développement de la Méditerranée et de l'Afrique, les zones franches devant rentrer dans ce cadre espace naturel de l'Algérie, afin de favoriser une prospérité partagée.

A.M.

LA MAÎTRISE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES, UN IMPÉRATIF STRATÉGIQUE POUR LA SÉCURITÉ MONDIALE ET NATIONALE

Les leçons de la panne informatique au niveau mondial

Une panne informatique sans précédent a fait tanguer le 19 juillet 2024 une partie de l'économie mondiale qui a été fortement perturbée étant due à une mise à jour défectueuse sur les systèmes d'exploitation Windows de Microsoft d'une solution informatique du logiciel de sécurité de CrowdStrike qui se nomme Falcon Sensor et qui s'apparente à un antivirus, sa mise à jour ayant soudainement empêché les ordinateurs de démarrer.

ABDERRAHMANE MEBTOUL

Microsoft étant présent partout au niveau mondial la panne, avions cloués au sol, travailleurs au chômage technique, marchés financiers perturbés. Elle a touché une grande partie d'entreprises, de banques, les systèmes de santé et socio-éducatif, certaines places boursières, les médias, le secteur aérien, mais également les exploitations ferroviaires avec des travailleurs en chômage technique. Cette situation montre que le monde est à l'aube d'un profond bouleversement économique, générant des menaces (cyber-délinquance, cybercriminalité, etc.), intensification du réchauffement climatique avec la pénurie d'eau et une crise alimentaire, qui mettent en évidence l'insuffisance des systèmes de sûreté ou de substitution. Les nouvelles technologies d'information facilitent via les réseaux sociaux, des idées les plus extrêmes, dans un but revendicatif, subversif ou prédateur. Elles peuvent atteindre tous les pans de la société : cohésion sociale, légitimité de l'autorité, pertinence du modèle économique, sociétal ou religieux. Ainsi véhiculées, les techniques d'agression de toutes natures se propagent, et contribuent d'autant plus à la fragilisation des « cibles » potentielles qu'elles s'appuient souvent sur l'image, support d'émotion. Aussi, seule une composante humaine compétente et capable d'assimiler les nouvelles techniques de l'information est la seule à pouvoir se mettre au diapason des défis accélérés imposés par le devoir de la sauvegarde de l'indépendance de tout pays et la préservation de sa souveraineté nationale et cela concerne particulièrement le continent Afrique. Les nouvelles technologies de l'information avec un monde interconnecté devraient conduire à de profondes reconfigurations socio-économiques, technologiques mais également sécuritaires. La sécurité est d'autant posée pour les pays qui ne maîtrisent pas ces nouvelles techno-

logies et notamment le continent Afrique car ces technologies peuvent amplifier les conflictualités dans la mesure où le nouveau système d'information (NTIC) a des implications au niveau de la gouvernance sécuritaire, politique, la gestion des entreprises et des administrations et également sur notre nouveau mode de vie, renvoyant au savoir et à l'innovation permanente. Il n'existe pas de situations statiques mais un monde en mouvement d'où l'importance d'intégrer les concepts aux théories physiques de la thermodynamique (Valeur, prix, croissance et crise économique ouvrage du professeur Abderrahmane Mebtoul (OPU Alger 1982 – office des publications universitaires) ou ont été abordés les nouvelles théories économiques – synthèse de cours de doctorat donné entre 1980/1982). Il existe un théorème dit des 20/80% en management stratégique : 80% d'actions mal ciblées que l'on voit par de l'activisme ministériel ont un impact de 20% sur la société ; 20% d'actions bien ciblées ont un impact de 80% et devant tenir compte du facteur temps combinant les paramètres et les variables pour atteindre l'optimum global, où les tactiques doivent se mouler au sein d'une planification stratégique tenant compte tant des mutations internes d'une Nation que des nouvelles mutations mondiales. Le pragmatisme sans s'insérer dans un schéma cohérent conduit au tâtonnement, comme un aveugle, avec des pertes financières considérables devant lier la théorie et la pratique Ce qui est paramètres à court terme peut devenir variable à moyen terme, et ce qui est secteur stratégique aujourd'hui peut ne pas le devenir demain. Cette analyse des nouvelles mutations informationnelles et technologiques mondiales a été longuement développée dans plusieurs de mes contributions notamment dans l'American Herald Tribune du 11 août 2018 (USA) «Dr Abderrahmane Mebtoul : «Algeria Still Faces Significant Challenges» et le 19 octobre 2019 dans l'interview à American Herald Tribune Prof. Abderrahmane Mebtoul: «The Widespread Financial Scandals Affecting most Sectors of National Activity Threaten the Foundations of the Algerian State. Notre intervention -ministère de la Défense nationale MDN Institut miliaire Colloque international 28 janvier 2020 Cercle National de l'Armée, Beni Messous – Alger sur les réseaux sociaux au Maghreb et au Moyen-Orient: quel impact sur les transitions politiques dans la région ». Politiques, entrepreneurs, experts, universitaires, simples citoyens, doivent en ce monde turbulent et incertain prendre des décisions en temps réel, la maîtrise du temps étant le défi principal du siècle. Désormais soumises aux mêmes lois du marché que n'importe quelle autre activité de production marchande, les NTIC constituent un secteur où la concurrence se joue directement à l'échelle mondiale. Plus qu'une ouverture vers le grand public les TIC révolutionnent l'organisation interne de l'entreprise, les logiciels de gestion appelés les ERP (Entreprise Resource Planning) gèrent différentes tâches comme les stocks ou la trésorerie, le travail collaboratif est simplifié grâce à l'utilisation de l'intranet et de la messagerie, le système

«wireless» ou «sans fil» maintient un lien permanent avec des collaborateurs en déplacement tout comme la vidéoconférence, tout cela génère un meilleur partage ainsi qu'une meilleure circulation de l'information interne.

La globalisation des entreprises, des marchés et des circuits de la finance n'a pas seulement impliqué un remodelage des structures économiques et des flux d'échange conduisant à la professionnalisation de la communication et de l'information, ainsi qu'à une intégration de plus en plus poussée des phases de la conception, de la création et de la consommation des produits. Avec le monde qui est devenu une grande maison de verre où l'infrastructure d'Internet se répand aujourd'hui autour du monde pour créer un large réseau mondial, l'information se diffuse plus rapidement et plus largement hors des frontières, acquérant ainsi une telle valeur stratégique que l'enjeu est désormais pour chaque Nation de se l'approprier C'est dans ce cadre que rentre la nécessaire maîtrise de l'Intelligence économique qui devrait bouleverser le monde et sa gestion stratégique est pour une Nation et l'entreprise l'un des moteurs essentiels de sa performance globale et de sa sécurité. Elle intègre deux dimensions supplémentaires par rapport à la veille : la prise de décision et la connaissance de l'information. Le modèle d'Intelligence Economique recouvre en trois concepts. Nous avons d'abord les données qui sont des nombres, des mots, des événements existants en dehors d'un cadre conceptuel de référence. Ensuite nous avons l'information qui est l'accumulation de données, traitées et transformées qui deviennent des informations, validées et confrontées, qui commencent à avoir un sens. Enfin nous avons la connaissance qui est l'ensemble d'informations interprétées qui permet de prendre des décisions. Les passages par ces trois concepts se font de la manière suivante. Je veux avoir de bonnes informations au bon moment. Pour cela il faut définir des objectifs ; rechercher et collecter des données ; trier et stocker les données et enfin disposer d'informations pertinentes. Comment puis-je rendre l'information utile ? Une fois les objectifs globaux en matière d'information arrêtés, et les missions de recherche, collecte, tri et stockage validées, il faut analyser l'information, exploiter les résultats de manière à faire ressortir les aspects aidant à la prise de décision. Dès lors se pose le passage de la connaissance à l'intelligence. Il doit s'adapter et évoluer dans le temps, pour cela il faut partager l'information, évaluer la qualité et la pertinence des décisions et se remettre en question. Une Nation ou une entreprise sera meilleure que ses concurrents si elle possède, avant les autres, les bonnes informations au bon moment, qu'il s'agisse de connaissance de l'adversaire dans le domaine militaire, des marchés, d'informations juridiques, technologiques, normatives ou autres. Pour creuser son avantage compétitif, une Nation en utilisant l'intelligence artificielle pourra créer une asymétrie d'information à son avantage. C'est aussi pour cette raison que les gouvernements apportent et apporteront de plus en plus à l'avenir leur assistance dans l'enseignement et l'éducation des dirigeants d'entreprise, afin

qu'ils utilisent l'intelligence économique pour renforcer leur habileté en matière de gestion. D'où l'appui aux entreprises pour l'accès aux volumes importants d'informations sur le commerce international détenu par les départements et agences ministériels, les Services de renseignement et de contre-espionnage, mettant en place un service d'information économique au profit des entreprises engagées dans le commerce extérieur. C'est pourquoi, actuellement la majorité des Etats contribuent à assurer au sein des institutions stratégiques, des entreprises le contrôle de la sécurité des bases de données internes pour faire face aux piratages des données.

Les motivations des pirates informatiques ont évolué : du piratage de logiciels de la part d'amateurs dont la motivation essentielle consistait à voler pour leur usage personnel, nous sommes passés à un piratage « professionnel » d'ordre économique (détournements d'argent) et piratage industriel, proche de l'espionnage. Au-delà des risques techniques qu'imposent les TIC, la sécurisation des données informatiques commence par la sécurisation et la sensibilisation des ressources humaines.

Les interceptions de communication ont aussi évolué. Des écoutes téléphoniques nous sommes passées aux interceptions des messages électroniques. Lorsqu'un mail est envoyé de façon habituelle, il n'est pas crypté et peut transiter par une dizaine de proxys qui jalonnent le parcours vers sa destination.

Or, ces derniers conservent, pour des raisons techniques mais aussi légales, une copie des messages reçus. Les informations contenues dans le corps du message et dans les fichiers joints peuvent donc être lues par autant de responsables de proxys que nécessite le trajet. Les vols plus inattendus par les photocopieuses. Chaque fois que l'on copie un document sur un copieur moderne, une copie est enregistrée sur le disque dur de la machine. Elles sont ainsi devenues de véritables centres de stockage informatisés, et cela très souvent à l'insu des dirigeants. Les copieurs et les machines multifonctions les plus modernes stockent les informations avant de les imprimer, des experts en informatique peuvent donc ensuite très facilement récupérer ces informations En résumé, le monde entre 2025/2030/2040/2050 est à l'aube d'une quatrième révolution économique et technologique, fondée sur deux fondamentaux du développement du XXIème siècle, la bonne gouvernance et l'économie de la connaissance, avec comme axe directeur la transition numérique et la transition énergétique dans la lutte contre le réchauffement climatique, ne devant jamais oublier que toute nation qui n'avance pas recule, n'existant pas de situation statique On assistera en tendance à l'affrontement entre deux grandes puissances pour la maîtrise des nouvelles technologies dont dépendra la domination économique et militaire, entre les USA et la Chine, à un degré moindre, l'Europe et la Russie, et un des grands dangers à l'avenir viendra de la cybercriminalité qui peut déstabiliser tout un pays tant sur le plan militaire, sécuritaire qu'économique. Et l'Afrique devra s'adapter à ces nouvelles mutations stratégiques.

A. M.

WILAYAS DU SUD

300 000 hectares de terres consacrés aux cultures



Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a indiqué que plus de 300.000 hectares de terres destinées à la mise en valeur dans les wilayas du sud, ont été dédiées aux cultures oléagineuses.

Dans son allocution à l'ouverture des rencontres nationales avec les investisseurs bénéficiaires de terres agricoles dans le cadre du droit de concession, auprès de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS), M. Cherfa a souligné que 300.000 hectares ont été dédiés aux cultures oléagineuses, dans le cadre du plan national de développement des cultures stratégiques, pour «la production d'une huile de table 100% algérienne, avec la possibilité de s'orienter vers l'exportation à l'avenir». Ce plan prévoit la mise en valeur de plus d'un (1) million de terres dans les wilayas du sud à l'horizon 2028, dont

500 000 hectares destinés à la production des céréales et de l'orge, 220 000 hectares au maïs, et 20.000 hectares aux légumineuses.

Ce plan devrait contribuer à «la réalisation de la sécurité alimentaire et à la réduction de la facture d'importation et permettra de constituer un stock stratégique pour faire face aux crises et aux perturbations climatiques», a indiqué le ministre, affirmant qu'«il s'agit d'un investissement important», en matière de production, de transformation et de stockage.

«2025 sera la dernière année où l'Algérie importera le blé dur», a, par ailleurs, souligné le ministre, appelant les investisseurs bénéficiaires de terres agricoles à les exploiter afin de réaliser l'objectif de l'autosuffisance en matière de blé, d'autant que la production nationale couvre actuellement 80% de la demande locale. Depuis la création de l'ODAS en 2020, plus de 54 périmètres ont été créés pour la mise en valeur des terres à travers les wilayas du sud, soit près de 460 000 ha, selon les chiffres fournis par le ministre. Parmi ces périmètres, 264 000 ha (terres

de 250 à 1000 ha de superficie) ont été distribués au profit de 431 exploitants, dont 286 exploitants réellement installés, a indiqué M. Cherfa, citant la mise en valeur de 16 000 ha, en plus des 6680 hectares cultivés de la superficie exploitable de ces terres estimées actuellement à 96 000 ha. Les rencontres nationales avec les investisseurs bénéficiaires de terres agricoles dans le cadre du droit de concession auprès de l'Office, dureront trois jours au cours desquels le ministre se réunira avec 431 exploitants agricoles issus de 9 wilayas du sud, pour écouter leurs préoccupations, notamment celles liées à l'électricité agricole, aux réseaux de communication et à l'ouverture des voies.

Les investisseurs ont appelé lors de la réunion à la consécration d'un corridor vert au niveau des ports au matériel agricole importé destiné à la réalisation des projets de mise en valeur des terres dans les wilayas du sud.

M. Cherfa a affirmé la prise en charge de toutes les préoccupations soulevées qui seront transmises aux secteurs concernés.

BOUIRA – AGRODIV

Relance d'une ancienne minoterie de transformation des céréales

Une ancienne minoterie de transformation des céréales en farine, d'une capacité de 200 tonnes par jour, a été relancée à Bouira par le Groupe public agro-industriel (AGRODIV), après un arrêt qui a duré près de 20 ans.

Au cours d'une visite au complexe industriel et commercial des meuneries de Bouira, le wali Abdelkrim Laâmourî et le Président-directeur général d'AGRODIV, Brahim Lazreg, ont donné le coup d'envoi du montage de cette ancienne minoterie. Créée en 1973, la minoterie n'a plus fonctionné depuis 2005. Une fois opérationnelle, elle devra générer jusqu'à plus de 250 emplois directs et 400 autres postes indirects,

selon les explications fournies sur place. Dans une déclaration à la presse, le P-dg du groupe AGRODIV a déclaré que ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions des hautes autorités du pays, à leur tête le président Abdelmadjid Tebboune, et le ministère de l'industrie, visant à relancer les unités industrielles à l'arrêt. Un délai de six mois a été accordé à l'entreprise réalisatrice pour monter et réaliser cette meunerie de transformation des céréales en farine avec une production journalière de 200 tonnes, selon les détails recueillis lors de cette visite.

«Aujourd'hui, nous sommes contents que ce projet soit relancé grâce au sou-

tien et aux aides accordés par les hautes autorités du pays. Nous avons pu acquérir les équipements nécessaires et nous sommes en train de les installer et le projet a démarré aujourd'hui», s'est réjoui M. Lazreg. Cette unité, qui devra reprendre son activité à partir du 1er semestre 2025, est la seconde du genre à Bouira, après celle d'Ain Bessam (Ouest) qui est d'une capacité de production de 300 tonnes par jour.

Le Groupe AGRODIV compte six filiales spécialisées dans la transformation des céréales, avec une capacité de production de 51.400 quintaux par jour de blé dur et 60 500 quintaux par jour de blé tendre.

BATNA

L'association «Algérie Verte» a lancé une vaste campagne de boisement

L'association «Algérie verte» a lancé une vaste campagne de boisement des zones urbaines de la wilaya de Batna, à partir du chef-lieu, avec la participation de la direction de l'environnement et de la conservation des forêts, sous l'égide du wali, Mohamed Benmalek.

L'opération de boisement sera étendue aux 61 communes de la wilaya de Batna pour englober, dans un second temps, toutes les wilayas du pays dans le cadre de ce projet de l'association, entamé dans un des quartiers de la capitale des Aurès sous le slogan «Verte Algérie», a déclaré Fouad Maâla, président de cette association à rayonnement national basée à Batna.

M. Maâla, affirmant que l'opération sera renouvelée chaque jeudi, a indiqué que ce boisement porte sur la mise en terre, à travers les rues et les cités urbaines, des arbres d'ornement, à croissance rapide et feuillus pour fournir de l'ombre et améliorer l'esthétique des villes tout en multipliant les espaces verts.

Pour sa part, le chef de l'exécutif local a insisté sur «la nécessité d'arroser régulièrement et d'entretenir ces arbres, tout en assurant un accompagnement de cette association dans sa campagne de volontariat en milieu urbain, effectuée en coordination avec les services concernés, notamment la conservation des forêts et la direction de l'environnement».

BECHAR

Apport de 5 millions M3 d'eau au barrage de Djorf-Ettorba

Un apport de cinq (5) millions de M3 d'eau a été enregistré au barrage de Djorf-Ettorba (wilaya de Bechar), suite aux crues de plusieurs oueds de la région, a-t-on appris auprès de l'antenne locale de l'Agence nationale des barrages et des transferts (ANBT). L'apport en eaux est dû aux pluies qui se sont abattues sur la région début de septembre en cours, engendrant des crues de plusieurs oueds, dont celui du Guir, a affirmé, à l'APS, le responsable local de l'ANBT, Ahmed Djebli.

Il a permis le remplissage d'une partie du lac de ce barrage de 94 km2, qui était à la fin du mois d'août complètement asséché à cause du taux élevé d'évaporation de ses eaux suite aux fortes chaleurs estivales, a expliqué M. Djebli.

Situé à une soixantaine de kilomètres au Sud-ouest de Bechar, le barrage de Djorf-Ettorb s'étend sur une superficie globale de 21.500 km2, dont 94 km2 constituant son lac, et dispose d'une capacité de retenue de 365 millions M3, a rappelé le responsable.

Dépression nerveuse : 10 symptômes qui ne trompent pas

La tristesse et les déceptions font partie de la vie. S'il est normal de se sentir déprimé après un événement grave tel qu'un deuil, parfois, un véritable mal-être s'installe.

Ce peut-être le signe d'une dépression (aussi appelée dépression nerveuse), qui nécessite un traitement adéquat pour en venir à bout. Alors dépression ou simple tristesse passagère ? Voici les signes qui ne trompent pas.

La tristesse intense signe de dépression

Le premier signe de la dépression est bien sur une profonde tristesse, elle est particulièrement douloureuse, incompréhensible et envahissante.

Elle peut s'accompagner de pleurs inexplicables et d'un sentiment de désespoir, de l'impression que tout va mal, que tout est noir, et que rien de positif ne peut nous advenir.

Bien sûr, il nous arrive régulièrement d'être triste : la vie n'est pas uniquement constituée de joie. Mais la mauvaise humeur finit toujours par passer... sauf chez le dépressif. Celui-ci est enfermé dans sa tristesse qui est quasi permanente (dès le réveil).

A noter : la dépression, et la tristesse qui en découlent, ne peuvent pas être résolues par la consolation et l'affectif des proches. Une tristesse "normale" sera sensible au réconfort d'autrui. La dépression est tellement forte, que seul un traitement adapté (médicaments et psychothérapie) permet à la personne de s'en sortir, et alors seulement elle pourra saisir une main secourable.

Une perte d'intérêt et de plaisir

En temps normal, par exemple, nous pouvons nous sentir tristes ou malheureux dans notre travail, et se dire «*vivement les prochaines vacances*», où «*vivement mon prochain job*». Nous avons toujours un désir dans nos ennuis, une volonté de changer d'air. A l'inverse, la personne dépressive ne désirera même plus autre chose.

Cette perte d'intérêt est caractéristique de la dépression. Elle touche tous les domaines de la vie. Ainsi, les petits plaisirs du quotidien comme écouter de la musique, voir ses amis, lire... disparaissent.

Tout paraît égal, terne, sans intérêt. La vie a perdu tout sens, tout goût. Ce symptôme peut conduire certains à avoir des idées suicidaires.



Une grande fatigue

Autre signe qui ne trompe pas : la fatigue intense, qui est présente même sans avoir fait d'efforts particuliers. La personne souffrant de dépression éprouve en permanence une sensation de manque d'énergie, que ni le sommeil ni le repos ne peuvent améliorer.

Une vie ralentie par la dépression

La dépression provoque un ralentissement général. Il faut donc plus de temps pour accomplir les tâches habituelles. Le dépressif est envahi par la fatigue, il ne parle pas, il n'a pas le courage de faire les activités qu'il faisait auparavant ou de s'impliquer dans son travail ou les relations sociales (avec ses amis ou sa famille).

La personne a le sentiment de ne plus être capable de réagir. Il l'impression d'être en décalage avec les autres : comme si tout le monde allait à un autre rythme que lui, n'était pas sur la même fréquence.

Troubles de la concentration et état dépressif

La personne qui souffre de dépression connaît aussi une fatigue intellectuelle qui se traduit par :

- Un manque de concentration,
- Une baisse de l'attention,
- Des difficultés de mémorisation et pertes de mémoires, etc.

On a l'impression que les pensées sont ralenties, qu'on a du mal à réfléchir ou à s'exprimer. A tel point que certains se demandent parfois s'ils ne souffrent pas d'Alzheimer : mais derrière ces «*faux trous de mémoire*» se cachent de vrais problèmes dépressifs.

Insomnies et autres troubles du sommeil

En cas de dépression, le sommeil est perturbé.

- Il est souvent de mauvaise qualité, moins profond, très court et peu réparateur.

- Il n'est pas rare de souffrir d'insomnie en cas de dépression.

- Les matins sont souvent marqués par des réveils très tôt, avec impossibilité de se rendormir.

- Dans d'autres cas, au contraire, la personne malade a un besoin excessif de sommeil (envie permanente de dormir). Mais ce «*trop-plein*» de sommeil est insatisfaisant et plutôt abrutissant.

Baisse de libido

La vie sexuelle est affectée en cas de dépression. Le désir et le plaisir sexuel peuvent diminuer voire disparaître. La réalisation de l'acte sexuel devient alors difficile. En conséquence, le conjoint a parfois l'impression d'être délaissé, ce qui accentue la tension dans la vie de couple.

Sous-estime de soi, culpabilité et dépression

Signe aussi de dépression : le fait de se dévaloriser. La personne pense qu'elle n'est bonne à rien et n'a plus aucune estime d'elle-même. Le sentiment d'échec revient sans cesse. Cela peut même sortir du cadre professionnel, pour toucher la vie familiale : le dépressif pense qu'il ne mérite pas sa vie de famille, que l'amour que les autres lui portent n'est pas justifié.

Ce sentiment peut s'ajouter à une impression d'abandon, d'inutilité, de solitude et cohabite avec le senti-

ment de ne pas être aimé des autres, de n'avoir rien à dire qui puisse les intéresser, d'être sans valeur...

La personne souffrant de dépression analyse les événements de sa vie et les opinions des autres sous un angle systématiquement négatif, pessimiste.

Une perte d'appétit

La dépression s'accompagne souvent de signes physiques. On notera principalement la perte d'appétit. Ainsi, la préparation des repas devient une corvée, leurs horaires se font irréguliers, leur composition déséquilibrée. La perte de poids est souvent un signe important pour établir le diagnostic de la dépression.

Au contraire, certains dépressifs ont une augmentation de l'appétit avec des tendances aux fringales (surtout sucrées) pouvant conduire à une prise de poids.

Manifestations somatiques et dépression

La dépression ce n'est pas que dans la tête. Ce sont aussi des symptômes physiques. Si fatigue, perte d'appétit et troubles du sommeil sont fréquents, d'autres manifestations somatiques peuvent apparaître tel que des douleurs comme des :

- Maux de tête,
- Souffrances dans les articulations,
- Problèmes digestifs...

Si vous vous reconnaissez dans plusieurs des situations évoquées, vous souffrez peut-être de dépression. N'hésitez pas à aller consulter votre médecin traitant, qui pourra poser le bon diagnostic et vous aider à retrouver la joie de vivre...

SOUTIEN DE PARIS AU PLAN MAROCAIN POUR LE SAHARA OCCIDENTAL

Les Sahraouis de France mettent en garde contre "les conséquences désastreuses"

L'Association de la communauté sahraouie de France a qualifié le soutien apporté par Paris au prétendu plan d'autonomie marocain pour le Sahara occidental de "scénario catastrophe", mettant en garde contre "les conséquences désastreuses" de cette décision tant pour les Sahraouis que pour la région.

« Cette prise de position nous attriste, nous inquiète et nous alarme au plus haut point. L'éventualité de ce ralliement et ce scénario catastrophe engendrerait un déséquilibre au Maghreb et attiserait les conflits déjà existants », écrit l'Association dans une lettre adressée au président français, Emmanuel Macron.

Pour les Sahraouis de France, ce soutien provoque "une crise diplomatique grave et est considéré comme une erreur historique".

L'Association juge qu'"il est plus que temps" d'organiser le référendum d'autodétermination attendu par les Sahraouis depuis plus de 30 ans, "un droit imprescriptible et inaliénable", appelant la France, membre permanent du Conseil de sécurité de l'Onu, à assumer sa "responsabilité quant au maintien de la paix et de la sécurité". Déplorant le "parti pris évident de la France au profit de l'occupant", l'Association appelle le président français à "envisager les conséquences désastreuses qu'une telle prise de position engendrerait pour les Sahraouis".

"Le Sahara occidental, occupé illégalement par le Maroc en 1975, est un pays de non-droit", souligne-t-elle,



rappelant que "les droits de l'Homme y sont violés quotidiennement".

"Les Sahraouis, qui se battent pour leur indépendance depuis près d'un demi-siècle, n'ont même pas le droit de manifester pacifiquement et d'exprimer librement leurs idées. Toute action des Sahraouis, y compris pacifique, est systématiquement réprimée dans le sang. Cette répression se fait à huis clos puisque les responsables d'ONG internationales de défense des droits de l'Homme sont interdits de visites au Sahara occidental occupé", ajoute l'Association.

Les Sahraouis de France exhortent, dans ce contexte, la communauté internationale, l'Union européenne et la France, en particulier, à "prendre en compte la pratique généralisée de la

torture au Sahara occidental dans le cadre de toutes leurs relations bilatérales".

"Les Sahraouis qui exigent l'exercice de leurs droits fondamentaux ou défient le système répressif encourrent des représailles, qui incluent l'usage de la torture, de détentions arbitraires, de disparitions forcées, d'intimidation et autres mauvais traitements", affirme l'Association, relevant qu'au-delà de la demande de respect de l'autodétermination, de la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques sahraouis, "c'est aussi contre le vol des richesses de leur terre et pour l'indépendance qu'éclatent au quotidien des manifestations dans les villes du Sahara occidental occupé".

PALESTINE

Yahya Sinwar désigné à la tête du bureau politique du Hamas

Le Mouvement de résistance palestinien Hamas a annoncé, mardi, la désignation de Yahya Sinwar à la tête de son bureau politique en remplacement d'Ismaïl Haniyeh, assassiné mercredi dernier par l'entité sioniste. "Le Mouvement de résistance palestinien Hamas annonce avoir choisi Yahya Sinwar comme nouveau président du bureau politique du mouvement en remplacement du leader martyr Ismaïl Haniyeh", indique un communiqué succinct rendu public par le Hamas.

Yahya Sinwar, homme politique palestinien né le 29 octobre 1962 à Khan Younès, dans le sud de la bande de Ghaza, a un long parcours au sein du Hamas.

Le 31 juillet dernier, Ismaïl Haniyeh est tombé en martyr dans un raid sioniste mené dans la capitale iranienne Téhéran, après sa participation à la cérémonie d'investiture du nouveau président iranien, Masoud Pezeshkian.

Début avril, l'armée d'occupation sioniste a assassiné trois fils et quatre petits-enfants d'Ismaïl Haniyeh, dans une frappe aérienne contre le camp de réfugiés de Chatî à Ghaza.

L'agression sioniste contre la bande de Ghaza, qui se poursuit depuis le 7 octobre dernier, a fait 39.653 martyrs et 91.535 blessés, selon un dernier bilan provisoire établi mardi.



BOMBARDEMENT D'HIROSHIMA

L'Onu met en garde contre le danger des armes nucléaires

Le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, a mis en garde, mardi, contre le danger "réel et présent" des armes nucléaires, appelant à leur élimination "complète" une fois pour toutes. Dans son message à l'occasion du 79e anniversaire du bombardement atomique d'Hiroshima, Guterres a déclaré : "Nous sommes déterminés à ne ménager aucun effort pour garantir que les horreurs de ce jour ne se reproduisent plus jamais. En effet, cette cérémonie nous rap-

pelle que nous devons faire encore plus pour mettre fin au fléau des armes nucléaires, une fois pour toutes." Le chef de l'Onu a souligné que "les armes nucléaires et la menace de leur utilisation ne se limitent pas aux livres d'Histoire. Elles sont à nouveau apparues dans la rhétorique quotidienne des relations internationales. Elles représentent un danger réel et présent qui perdure aujourd'hui". La leçon, pour lui, est que "toute utilisation d'une arme

nucléaire aura des conséquences humanitaires catastrophiques. La leçon à tirer est que la seule façon d'éliminer les menaces posées par les armes nucléaires est de les éliminer complètement". Guterres a déclaré que le Sommet du futur du mois prochain sera "une occasion cruciale pour les Gouvernements de renouveler leur engagement en faveur du multilatéralisme, du développement durable et de la paix, et d'adopter un Pacte pour l'avenir concret et tourné vers

l'avenir". "La prévention des conflits, le désarmement et un monde sans armes nucléaires doivent être au cœur de ces efforts. A chaque étape, les Nations unies continueront de se tenir aux côtés du peuple d'Hiroshima et des Hibakusha (victimes des bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, ndlr). Nous n'oublierons jamais les leçons du 6 août 1945. Plus d'Hiroshima, plus de Nagasaki", a-t-il conclu.

R. I. / Agences

FOOT/QUALIFS-CAN-2025 (GR:E- 2^E J):

Aouar et Mahrez indisponibles à Monrovia

Le milieu de terrain international algérien Housseem Aouar et son capitaine Riyad Mahrez sont forfaités pour le match contre le Libéria, prévu le mardi 10 septembre à Monrovia pour le compte de la deuxième journée (Groupe E) des qualifications de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN-2025), a annoncé samedi la Fédération algérienne de football (FAF).

« Les joueurs Housseem Aouar et Riyad Mahrez ne seront pas en mesure de disputer la prochaine rencontre de la sélection nationale, prévue mardi à Monrovia, face au Libéria, pour des raisons médicales » a indiqué l'instance dans un bref communiqué, diffusé sur son site officiel, sans donner plus de détails sur l'état physique de ces deux joueurs ou la nature exacte de leurs blessures respectives.

« Le sélectionneur national Vladimir Petkovic a décidé de libérer Aouar et Mahrez dès samedi après-midi » a-t-on ajouté de même source, concernant



ces deux joueurs, qui ne feront pas partie du voyage à Monrovia.

Il s'agit des troisième et quatrième forfaits pour les Verts avant le match face au Libéria en l'espace de seulement vingt-quatre heures, car la veille, le latéral gauche Rayan Aït Nouri et l'attaquant Mohamed Amine Amoura ont été jugés inaptes pour disputer ce match.

« Les joueurs Rayan Aït Nouri et Mohamed Amine Amoura ne feront pas le déplacement à Monrovia avec l'équipe nationale, sur avis médical et autorisation du sélectionneur national Vladimir Petkovic, qui a préféré les préserver et les laisser se rétablir sans prendre de risque », avait indiqué la FAF dans un précédent communiqué, publié également sur son site officiel. Ces deux joueurs étaient arrivés

blessés de leurs clubs respectifs, en l'occurrence Wolverhampton (Angleterre) en ce qui concerne Aït Nouri et Wolfsburg (Allemagne) en ce qui concerne Amoura.

« Nos deux jeunes internationaux pourront retourner dans leurs clubs employeurs respectifs dès samedi », a ajouté la FAF dans son communiqué. Contrairement à Amoura et Aït Nouri, Aouar et Mahrez avaient participé au premier match des Verts contre la Guinée équatoriale, disputé jeudi soir au stade Miloud Hadefti d'Oran pour le compte de la première journée des qualifications de la CAN-2025 et remporté (2-0) par les camarades d'Aïssa Mandi, qui se trouvent actuellement au Centre Technique national de Sidi Moussa pour poursuivre leur préparation, en attendant le départ à

Monrovia, prévu ce dimanche (14h30) à bord d'un vol spécial.

A l'issue de la première journée, l'Algérie (3 points) est en tête du Groupe E des qualifications à la phase finale de la CAN-2025, devant le Togo et le Libéria avec un point chacun, alors que la Guinée Equatoriale est dernière avec zéro point.

Lors de la deuxième journée de ce Groupe E, la Guinée équatoriale accueillera le Togo le 9 septembre (16h00), alors que l'Algérie se déplacera à Monrovia pour donner la réplique à la sélection du Libéria, le 10 septembre (17h00).

Les deux premiers des 11 groupes seront qualifiés pour la phase finale de la CAN-2025, alors qu'un seul pays se qualifiera pour le tournoi final dans la poule du pays hôte.

FOOT/SAISON 2024-2025 :

séminaire pour les arbitres à Oran et Annaba

A La Direction Nationale de l'Arbitrage (DNA) organise deux séminaires d'avant-saison pour préparer le nouvel exercice 2024-2025, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF).

Le premier séminaire se tiendra du 8 au 20 septembre au village méditerranéen d'Oran. Il rassemblera les arbitres d'Elite A, Elite B, les arbitres en charge de la VAR, les évaluateurs (groupe 1), ainsi que les arbitres des championnats inter-régions. Chaque groupe participera à une formation de trois jours, précise la FAF.

Selon la même source, le deuxième séminaire se déroulera, quant à lui, à Seraidi dans la wilaya d'Annaba, du 22 au 25 septembre 2024. Celui-ci concernera les arbitres des championnats inter-régions et les évaluateurs (groupe 2).

D'autres stages pour les arbitres futsal et les femmes arbitres seront organisés le mois d'octobre prochain. Pour rappel, la nouvelle saison footballistique 2024-2025 débutera le 19 septembre 2024 pour la Ligue 1 Mobilis et le 20 pour la Ligue 2 amateur.

JP/PARA-CANOË (200 M KL3):

«Je savais que j'avais une grande chance de prendre l'or»

L'Algérien Brahim Guendouz, sacré samedi, champion paralympique 2024 en para-canoë à Paris, a indiqué qu'il avait tracé comme objectif, « le titre suprême » tout en reconnaissant que la finale a été d'un niveau très relevé, en présence des meilleurs de la spécialité du 200 mètres KL3.

L'Algérien a dominé la finale du 200 m KL3 de para-canoë avec un chrono de (39.91), devant l'Australien Littlehales Dylan, champion du monde en 2023 à Duisburg et médaillé d'argent en (40.68). Le Brésilien Rodrigues Miqueias (40.75) a complété le podium.

« C'est la première participation de l'Algérie en para-canoë aux Jeux paralympiques. Je savais que j'avais une grande chance de m'illustrer ici à Paris. L'objectif tracé avec mon entraîneur, Malek Azzaoun, était de remporter la médaille d'or. Nous avons beaucoup travaillé pour y par-

venir », a déclaré Brahim Guendouz en zone mixte, après la cérémonie de remise des médailles.

L'athlète algérien a reconnu que la préparation qu'il a effectué sous la conduite de son entraîneur depuis plusieurs mois lui a permis de se perfectionner et d'élever son niveau de préparation pour atteindre son objectif.

« Je remercie l'Etat algérien qui a mis les moyens nécessaires pour permettre aux athlètes handisport qualifiés aux JP-2024 de mieux se préparer, notamment le ministère de la Jeunesse et des Sports qui a veillé à la concrétisation de cette longue préparation, ainsi que ma fédération », a souligné Guendouz qui a offert ainsi une médaille historique pour le handisport algérien, devenant le premier athlète arabo-africain à remporter l'or dans cette spécialité paralympique.

De son côté, l'entraîneur Malek

Azzaoun n'a pas tari d'éloges sur son athlète qui était à la hauteur de l'événement en s'adjugeant le titre suprême à Paris.

« Ce sacre historique est bien mérité pour Guendouz qui a été l'agréable surprise du concours, devant les ténors de cette spécialité. C'est aussi le fruit des efforts de tout le monde : ministère, fédération spécialisée, fédération handisport et autres, qui ont contribué à cette médaille d'or », a-t-il assuré.

Il convient de rappeler que lors de la première série éliminatoire disputée vendredi et permettant aux premiers des deux courses de passer directement en finale A, Brahim Guendouz avait pris la seconde place.

En demi-finale, disputée samedi matin, l'Algérien a pris sa revanche en terminant premier de sa série, avant de confirmer son talent et sa force lors de la finale A, remportée haut la main.

FOOTBALL : LIGUE DES NATIONS UEFA



20h25

TF1

Trois jours après avoir affronté l'Italie au Parc des Princes, Théo Hernandez et les Bleus disputent un autre match important pour le compte de la phase de poules de la Ligue des Nations. Les joueurs de Didier Deschamps devront se montrer à leur meilleur niveau physiquement et tactiquement pour espérer prendre trois points cruciaux dans la course aux deux premières places. Emmenés par Kevin De Bruyne, son maître à jouer, la Belgique aura à cœur de prendre sa revanche sur les partenaires de Kylian Mbappé après avoir été éliminés par les Français (1-0) en huitième de finale du dernier championnat d'Europe des nations. A Lyon, les coéquipiers de Jérémy Doku viennent chercher au moins le point du match nul.

THE FORTRESS



20h10

CANAL+

Uma fait partie des personnes recherchées par les autorités norvégiennes après avoir franchi illégalement la frontière. Elle est soupçonnée d'être porteuse de la bactérie mortelle. Charlie est effondré en apprenant la nouvelle. Esther découvre des vidéos qui remettent en cause le discours des responsables de la société Pantogena et du Premier ministre. La peste noire ne viendrait pas de l'étranger. Elle décide de confier ses découvertes à l'influent homme politique Odd Seljestad.

FOLLOW



20h10

2

Léna Martinet, une community manager de 28 ans, vient d'intégrer en alternance le département communication de la préfecture de police de Paris, qui cherche à moderniser son image. Au même moment, la commissaire Agathe Ruffin enquête sur un tueur en série qui drogue ses victimes avant de leur couper les poignets, et qui subtilise leur téléphone pour poster une dernière photo sur les réseaux sociaux après les faits. Remarquant une anomalie sur le compte de Capucine de Warren, l'influenceuse la plus suivie de France, Léna alerte alors la police judiciaire...

LES COMPÈRES



20h10

3

Tristan, 17 ans, fait une fugue. Ses parents, Christine et Paul, avertissent la police. Faute de résultats, Christine décide de prendre les choses en main. Elle téléphone à Jean Lucas, un grand reporter qui fut autrefois son amant, et lui fait croire qu'il est le père de Tristan. Mais devant son manque d'enthousiasme, Christine raconte exactement la même chose à François Pignon, un autre amour de jeunesse.



LA SÉLECTION DE MIDI LIBRE

UN HOMME EST MORT



19h55

arte

Lucien Bellon arrive à Los Angeles pour honorer son contrat en remboursement d'une dette de jeu. Il doit tuer Victor Kovacs, un riche trafiquant trempé dans des affaires de rackets. Lucien s'introduit dans la maison de ce dernier et le supprime froidement. De retour à l'hôtel, il découvre que sa réservation est annulée et qu'on lui a volé son passeport. Peu de temps après, en pleine rue, il échappe aux balles d'un tireur isolé. Bientôt, Bellon découvre que Jackie et Alex, l'épouse et le fils de Kovacs, ont lancé à ses troussees Lenny, un redoutable tueur.

LA RÉVOLUTION DE LA TERRE



20h05

5

Les animaux de notre planète vivent et survivent au gré des saisons qui rythment leurs existences. En hiver, les animaux du cercle polaire sont soumis à l'obscurité et aux conditions extrêmes. Au printemps, les pikas d'Asie profitent de la verdure mais sont observés de près par le dangereux renard du Tibet. L'été est une période de prospérité pour beaucoup d'animaux. À l'image du Panda géant qui en profite pour se ravitailler en bambous. L'automne est une période de transition et de grands changements. Les éléphants du Kenya attendent l'arrivée de la pluie mais doivent rester groupés pour éviter les prédateurs.

L'AMOUR EST DANS LE PRÉ



20h10

6

L'amour est dans le pré vous attend pour cette 19ième saison prometteuse. Ils sont 12 : 10 hommes et 2 femmes à avoir jeter une bouillotte à la mer pour trouver leur âme sœur, leur compagnon de toujours. Après leurs présentations en février dernier, il est temps pour Karine Lemarchand d'aller à la rencontre de ces agriculteurs pour étudier sérieusement, les lettres de leurs prétendants. Derrière les mots se cachent peut-être le grand amour de leur vie. Après la sélection des prétendants, un week-end de découverte les attend.

CRIMES



20h05

Chérie 25

Le double meurtre de Ronzon. Le 12 août 2016, un jeune couple de Ronzon est retrouvé mort par des amis. Leur jeune fils de 20 mois a été abandonné sur place par le meurtrier • Barbarie mortelle à Huy. Le 29 mars 2017, Valentin, 18 ans, est déclaré disparu par son père. Une rumeur dit qu'il aurait été tué et jeté dans la Meuse • Rendez-vous avec la mort. Le 31 mai 2016, Chantal, une pédicure sans histoire de Lens-Saint-Rémy, est retrouvée morte chez-elle par sa propre fille. Il s'agit d'un meurtre particulièrement violent.

Web : www.lemidi-dz.com
MIDI
Quotidien national d'information *Libre*

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : publicite@lemidi-dz.com

Rédactrice en chef:
Kahina Hammoudi
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.66.22.65
Rédaction : Tél-Fax : 021.66.22.65
Publicité : Tél-Fax : 021.66.22.65
publicite@lemidi-dz.com
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP
01, Avenue Pasteur, Alger
Tél : 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
Email : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre
EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16
Adresse : Maison de la presse 1^{er}- Mai Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fajr	04:50
Dohr	12:45
Asr	16:19
Maghreb	19:03
Icha	20:28

SAHARA OCCIDENTAL

L'OCCUPANT MAROCAIN REFUSE DE FAIRE LA LUMIÈRE SUR LES DISPARUS SAHRAOUI

L'Association sahraouie des victimes des violations graves des droits humains commises par le Maroc (ASVDH) a dénoncé le deux poids, deux mesures de l'occupant marocain qui refuse de faire la lumière sur le sort des disparus sahraouis.

L'occupant marocain a pourtant autorisé les analyses ADN sur les restes des victimes de la tristement célèbre prison de la mort « Tazmamart ».

Violations flagrantes des droits de l'Homme

Dans un communiqué publié samedi, l'Association a indiqué que l'occupant marocain a autorisé les analyses ADN sur les restes des victimes de la prison secrète « Tazmamart » pour découvrir leur identité après des décennies de secret entourant cette prison et d'autres horribles cachettes secrètes marocaines, témoignant de « la réalité du régime marocain et de la gravité des violations flagrantes des droits de l'Homme commises à la fois contre les Marocains et les Sahraouis ».

L'ASVDH a condamné, à ce titre, « le deux poids, deux mesures pratiqué par l'occupant marocain à chaque fois qu'il s'agit de traiter les cas des victimes sahraouies ». Elle s'est insurgée contre « la politique d'obscurcissement et de dissimulation de la vérité, qui prive les familles des martyrs et des disparus sahraouis de la vérité sur le sort de leurs proches » et contre « les pressions exercées sur ces familles par tous les moyens pour qu'elles abandonnent leurs revendications et leurs droits ».



Des poursuites judiciaires contre les auteurs des crimes d'enlèvement et de disparition forcée exigées

L'Association a appelé, dans ce contexte, à lever le voile sur le sort des Sahraouis enlevés et victimes des cachettes secrètes marocaines, exigeant la restitution des restes de ces personnes à leurs familles, et la réalisation de tests ADN pour révéler leur identité. Exigeant des poursuites judiciaires contre les auteurs des crimes d'en-

lèvement et de disparition forcée, ainsi que la fin de la politique d'impunité, l'ASVDH a plaidé également pour la prise en charge des victimes et la régularisation de la situation des survivants des prisons secrètes marocaines conformément aux normes internationales.

Elle a souligné, en outre, la nécessité d'accorder une indemnisation à ces personnes, ainsi qu'à leurs familles, appelant à mettre fin aux graves violations des droits de l'Homme continuellement commises par l'occupant marocain.

RÉUNION DU CONSEIL DE LA LIGUE ARABE AU NIVEAU DES DÉLÉGUÉS AVEC LA PARTICIPATION DE LA PALESTINE

Les travaux de la réunion du Conseil de la Ligue arabe au niveau des délégués permanents, présidée par le Yémen, avec la participation de la Palestine, ont débuté hier au Caire, en préparation de la 162e session du Conseil au niveau des ministres des Affaires étrangères qui se tiendra mardi.

Le Conseil examinera, pendant deux jours, le projet d'ordre du jour de la session, qui comprend plusieurs points principaux couvrant divers domaines de l'action arabe commune, au premier rang desquels l'évolution de la question palestinienne, en particulier l'agression des forces sionistes contre les territoires palestiniens et les graves violations contre la ville occupée d'El Qods.

L'ordre du jour comprend également des points relatifs aux affaires sociales, aux droits de l'homme, aux questions économiques, au maintien de la sécurité nationale, à la lutte contre le terrorisme, au développement du système arabe de lutte contre le terrorisme, à la réforme et au développement de la Ligue des Etats

arabes, ainsi que les rapports des commissions permanentes chargées des affaires administratives, financières, juridiques et des droits de l'homme.

Les délégués permanents soumettront le projet d'ordre du jour et les projets de résolution sur ces points à la 162e session ministérielle du Conseil de la Ligue arabe au niveau des ministres arabes des affaires étrangères qui se tiendra mardi pour adoption.

L'Etat palestinien avec El Qods comme capitale est « la porte de la paix »

Le porte-parole de la Présidence palestinienne, Nabil Abou Rudeina, a affirmé hier que le seul moyen de parvenir à la sécurité et la stabilité en Palestine était de reconnaître la légitimité internationale et le droit du peuple palestinien à l'établissement de son Etat indépendant et de sa capitale, El Qods-Est, a rapporté l'agence Wafa. « La poursuite de l'agression contre notre peuple de Rafah à Jénine, et la per-

pétration de crimes de génocide par l'occupation sioniste, avec le soutien des Etats-Unis, accentueraient l'embrasement de la région, et aucun effort régional ou international ne réussirait à contenir cette explosion dans la région », a encore déclaré le porte-parole.

Abo Rudeina a souligné que « le véritable objectif de l'occupation est de toucher El Qods occupée, ses lieux saints musulmans et chrétiens, et l'identité nationale de cette terre, mais ils doivent bien comprendre et ceux qui sont derrière eux qu'El Qods occupée est la porte de la paix, de la sécurité et de la stabilité », a-t-il conclu.

Le bilan de l'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza s'est alourdi à 40.972 martyrs et 94.761 blessés, depuis le 7 octobre 2023.

Depuis le 7 octobre 2023, l'armée sioniste mène une agression sauvage contre l'enclave palestinienne qui a entraîné des destructions massives d'infrastructures, en plus d'une catastrophe humanitaire sans précédent.

ENTMV

Des changements dans le programme des traversées

L'Entreprise nationale du transport maritime de voyageurs (ENTMV) a annoncé qu'un changement est opéré dans son programme de traversées.

Dans un communiqué, l'ENTMV a souligné que les navettes Marseille - Skikda, précédemment programmées pour le 9 septembre à 15h00, seront assurées par la traversée Marseille-Annaba le même jour.

Le communiqué de la société précise que la traversée retour, prévue le 10 septembre à 14h00, a été réorientée vers la ligne Annaba-Marseille le même jour.

EL BAYADH

Arrestation de trois narcotrafiquants

Les éléments de la police judiciaire de la daïra de Brézina, dans la wilaya d'El Bayadh, ont réussi à arrêter, dans deux opérations distinctes, trois personnes impliquées dans des affaires de trafic de drogue et de possession d'arme blanche. La première affaire a été déclenchée suite à des informations indiquant qu'une personne faisait la promotion de drogue dans un quartier de la ville de Brézina. Le suspect, âgé de 23 ans a été arrêté en détention de 56 grammes de kif traité ainsi que deux blisters de comprimés psychotropes de type Prégabaline, prêts à être distribués. La deuxième affaire est survenue après l'interception d'un véhicule sde type Accent. Après inspection, une arme de catégorie 7 a été découverte sur les sièges arrière. Il s'est avéré que le propriétaire ne disposait pas d'un permis de port d'arme.

Un dossier judiciaire a été établi contre les individus concernés, et ils ont été déferés devant le parquet du tribunal d'El Bayadh.